

Caraïbes ont continué à consacrer de leurs ressources financières à des projets de développement, et le Canada a continué de participer activement aux travaux de chacune de ces institutions. Ces banques ont un rôle précieux à jouer en raison de leur orientation régionale particulière. Plus précisément, le Canada a continué de faire pression pour que des réformes soient apportées à la Banque interaméricaine de développement (BID) afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle dans la région. Des négociations difficiles tout au long de l'année ont conduit, lors de la réunion annuelle de la BID tenue à Amsterdam en mars 1989, à un accord comportant une augmentation générale de 26,5 milliards de dollars américains du capital de la Banque. À titre de coordonnateur des pays développés qui versent une aide par l'intermédiaire du Fonds international de développement agricole, le Canada a été tout particulièrement actif au cours de l'année en cherchant à conclure les négociations portant sur la troisième reconstitution des ressources de ce fonds.

Mise en oeuvre de la nouvelle stratégie du Canada en matière d'aide

Suite à un examen en profondeur des politiques d'aide du Canada effectué en 1987-1988, qui a débouché sur l'adoption de la stratégie *Partageons notre avenir*, l'année écoulée a été consacrée à la mise en oeuvre de la nouvelle politique. Le changement le plus visible a été la réalisation de la première étape de la décentralisation sur le terrain des activités de gestion du programme d'aide au développement, une initiative visant à améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide canadienne et à rendre celle-ci plus sensible aux besoins locaux. Des agents de développement ont été transférés de l'administration centrale à des bureaux régionaux situés à Manille, Singapour, Djakarta, Harare, Dar es Salaam, Bridgetown et Dakar, dans le but d'assumer l'entière responsabilité de la conception et de la mise en oeuvre des projets sur le terrain. Le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui procède à un examen des programmes d'aide des pays donateurs, a fait l'éloge de la nouvelle stratégie canadienne.

Commerce et développement

L'environnement commercial international est un élément fondamental du bien-être économique de bon nombre de pays en développement. En particulier, les mesures protectionnistes et les subventions ont provoqué des distorsions dans le commerce mondial des produits agricoles qui ont eu une incidence profonde sur le secteur agricole tant des pays en développement que des pays développés. Le Canada s'est fait l'artisan d'une libéralisation générale du commerce pour le bien de tous, et il considère que les pays en développement doivent être intégrés davantage aux Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. Par conséquent, au cours de l'année écoulée, le Canada a contribué au financement de séminaires en Afrique et en Asie pour aider les responsables des pays en développement à mieux définir leurs intérêts économiques nationaux aux fins de cette ronde de négociations. À titre de pays hôte de la réunion d'examen à mi-parcours de l'Uruguay Round tenue à Montréal, le Canada s'est employé à faire progresser les négociations dans des domaines intéressant plus particulièrement les pays en développement tels que ceux de l'agriculture, des produits tropicaux, des textiles et du

vêtement. Le Canada a également plaidé en faveur d'un traitement différencié spécial pour les pays en développement qui ont le plus besoin de soutien en matière de commerce.

L'ONU et le développement

Au cours de l'année, le Canada a poursuivi son travail au sein des Nations Unies afin de promouvoir l'adoption de résolutions réalistes sur des questions touchant à l'endettement, à la pauvreté et au développement. Notamment, le Canada a participé à l'examen à mi-parcours du Programme d'action des Nations Unies pour la reprise économique de l'Afrique, et il a demandé aux pays donateurs et aux gouvernements africains de s'engager à continuer de mettre en oeuvre le programme au cours des années à venir. Le Canada a également contribué à l'établissement du mandat du Comité économique de l'ONU, à qui a été confié la tâche d'élaborer la quatrième stratégie de développement international, et il a participé aux préparatifs de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la croissance et au développement des pays en développement, et à ceux de la Conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés.

Relations économiques avec les pays développés

La diplomatie économique multilatérale lors du Sommet économique et dans le cadre de l'OCDE a continué d'exercer une influence de premier plan sur les politiques économiques du Canada et sur le ton général de ses relations avec l'étranger.

Sommet économique de Toronto

La tenue à Toronto, du 19 au 21 juin, du Sommet économique réunissant les dirigeants des sept principaux pays industrialisés et de la Communauté européenne, a été la manifestation la plus concrète des relations économiques et financières que le Canada entretient avec les autres pays développés.

À cette occasion, le Premier ministre s'est joint aux leaders de la France, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la RFA, du Japon, de l'Italie et de la Communauté européenne pour discuter du renforcement de l'économie mondiale et de la promotion de la coopération économique et politique. Parmi les questions abordées lors de ce Sommet, on note les progrès enregistrés dans les Négociations commerciales multilatérales et l'élimination des obstacles au commerce, les subventions agricoles, la question de l'endettement international (en particulier dans le contexte des défis auxquels doivent faire face les pays en développement) et les relations avec les nouveaux pays industriels de la région de l'Asie et du Pacifique. Les participants ont également abordé certaines des questions politiques internationales les plus pressantes, à savoir : le Moyen-Orient, l'Afrique du Sud, les relations Est-Ouest, le terrorisme, les stupéfiants et l'environnement. Le Canada a réalisé les principaux objectifs qu'il s'était fixés pour ce Sommet, notamment le renouvellement de l'engagement des participants à coopérer au maintien d'une croissance économique non inflationniste tout en cherchant à réduire les déséquilibres qui existent à l'échelle mondiale.

Dans la déclaration économique émise à l'issue du Sommet, les chefs de gouvernement ont salué avec enthousiasme l'Accord de libre-échange conclu entre le Canada et les États-Unis. Ils ont exprimé leur conviction que cet